

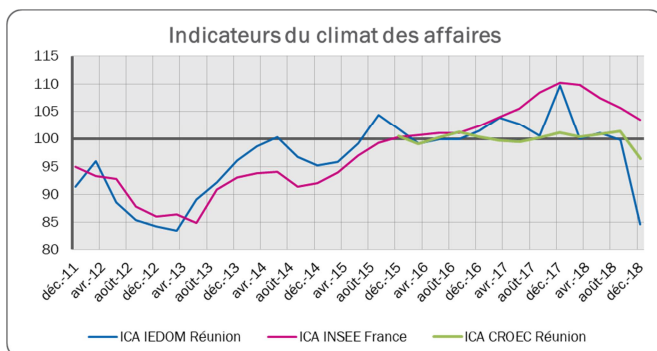
Crise des Gilets jaunes ... déflagration sociale et politique

Le quatrième trimestre 2018 restera longtemps dans les mémoires. Le mouvement social des Gilets Jaunes a surpris par son ampleur. Durant près de 3 semaines, les manifestants ont bloqué l'ensemble du réseau routier de l'île et ont paralysé les principaux points stratégiques et économiques.

Rien ou presque, ne laissait présager la crise sociétale. Il a suffi d'une étincelle provoquée en Métropole par l'augmentation des taxes sur les carburants pour mettre le feu au réservoir des mécontents de la politique économique et sociale du gouvernement. Le mouvement s'est rapidement étendu à l'Outremer et a embrasé La Réunion.

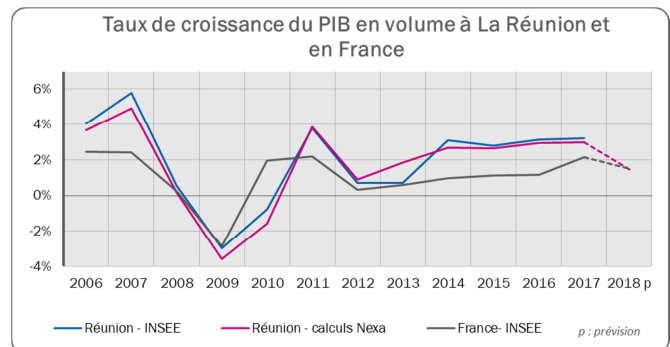
Dans l'île, quelques indices auraient pourtant dû attirer l'attention, notamment la hausse continue des prix depuis le début de l'année, le ralentissement de la consommation des ménages et les tensions sur le marché du travail provoquées entre autres par la suppression des contrats aidés fin 2017.

De fait, la secousse se manifeste dans les évolutions des différentes enquêtes de conjonctures, locales ou nationales. Mais surtout, les pertes pour l'économie réunionnaise ont été évaluées à 600 M€. Entre les derniers trimestres de 2018 et de 2017, le chiffre d'affaires déclaré par les entreprises atteint un différentiel de 795 M€ !



Sources : IEDOM, INSEE

Les ruptures observées sur les indicateurs statistiques ont aisément entamé notre prévision de croissance déjà fragile. La nouvelle estimation laisse maintenant présager un PIB réunionnais en net ralentissement, évoluant à un taux de 1,5%, contre 2,2% l'année précédente.



Sources : INSEE, Cerom, calculs Nexa

Nos prévisions sont construites à partir des comptes définitifs jusqu'à 2011 (base 2005), des comptes rapides CEROM (INSEE-IEDOM-AFD) et de modélisations économétriques reposant sur des indicateurs économiques (avec déflateur IPC).

● La consommation accuse le coup

Le mouvement de crise a particulièrement affecté la consommation des ménages dont l'évaluation en croissance annuelle a été ramenée à 2,1% (contre 4% dans nos précédentes éditions).

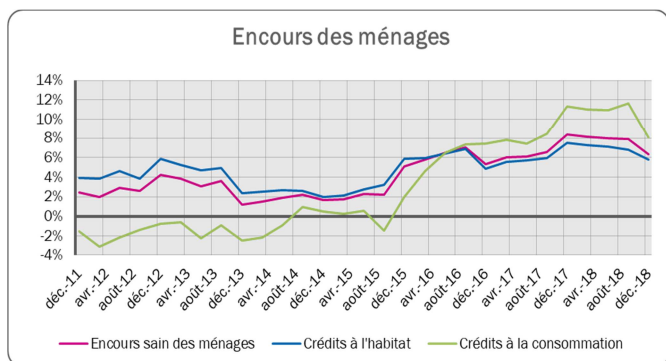
Sommaire :

- La tendance macro-économique
- La perception sectorielle
- Les événements marquants récents
- Les perspectives à court et moyen terme

Observatoire régional de l'économie

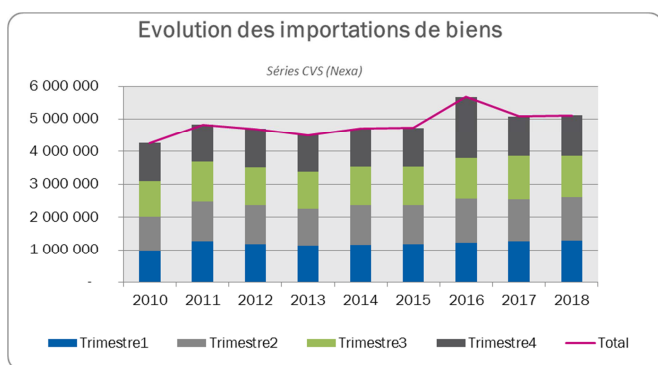
Directeur de la publication : Gaston BIGEY
Rédaction : Frédéric LORION
Graphiques : Rekha GRIMOIRE
Conception et édition : Nexa
Contact : observatoire@nexa.re

A fin décembre, les encours bancaires des ménages s'établissent à 2 095 millions d'euros. Leur taux de croissance a ralenti, à un rythme annuel de 8%, contre 12% le trimestre précédent.



Source : IEDOM

Les exportations accentuent le déficit du commerce extérieur

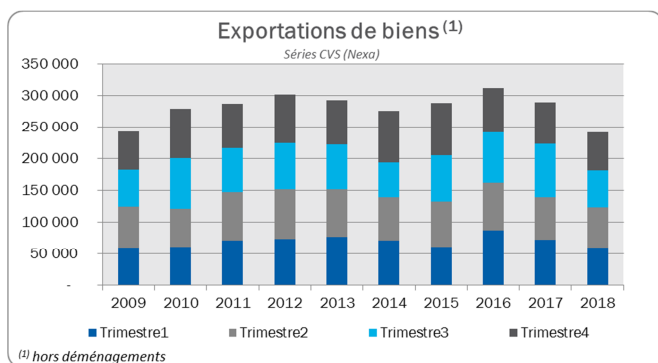


Source : Douanes

Au dernier trimestre, la valeur des importations de marchandises à La Réunion a atteint 1 353 M€. Par rapport dernier trimestre 2017, le montant a augmenté de 2,0%, malgré le blocus opéré à Port Réunion pendant la crise des « gilets jaunes ».

Sur la globalité de l'année 2018, les importations se sont légèrement accentuées par rapport à l'exercice précédent, avec une progression de 0,6%, à 5 115 M€.

Sans changements structurels, cette évolution est toujours à mettre au profit des principaux postes d'importation que sont les hydrocarbures, les véhicules et les produits pharmaceutiques, dont les valeurs respectives de 503 M€, 467 M€ et 298 M€ se sont accrues de 25%, 7% et 2% par rapport à l'année précédente.

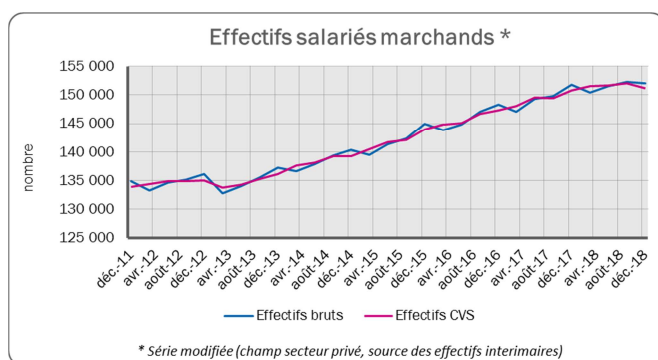


(1) hors déménagements
Source : Douanes

A l'inverse, la valeur des exportations réunionnaises vers le reste du monde, évaluée à 241 M€ hors déménagements, s'est effondrée de -16% en 2018.

Après un troisième trimestre catastrophique (-30%), les exportations du dernier trimestre ont encore enregistré des pertes avec un recul de 9% correspondant à un volume 60 M€. Ces mauvais résultats sont à mettre sur le compte d'une chute en valeur des livraisons de sucres et de poissons.

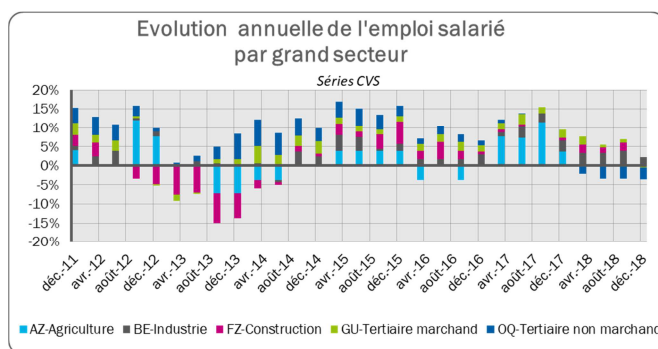
L'emploi salarié affecté par la baisse des contrats aidés



Source : ACOSS

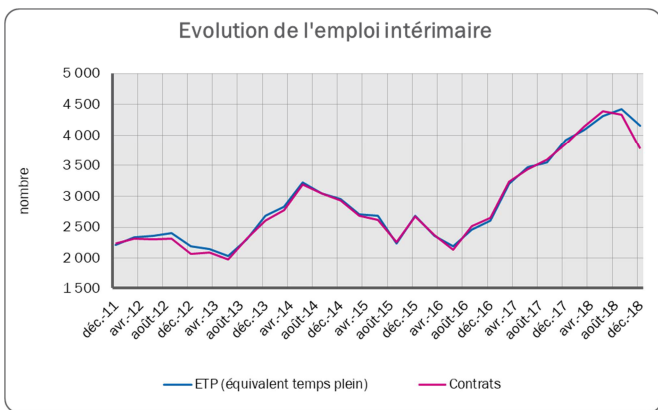
En ce qui concerne l'emploi, au dernier trimestre 2018, La Réunion comptait un total de 253 700 salariés, publics et privés, s'inscrivant de nouveau en baisse, de -1,3% sur une année. Comme précédemment, c'est le secteur non marchand, en forte chute de -3,1% sur un an qui fait reculer le nombre de travailleurs : 11 300 contrats aidés ont été supprimés depuis juin 2017.

Au cours de la dernière période, le secteur marchand confirme également son ralentissement, avec 152 100 salariés recensés à fin décembre 2018. Cette stagnation à 0,4% en rythme annuel, n'était pas arrivée depuis début 2013. L'industrie est le seul secteur qui a progressé dans ce panorama, +2,2% en un an, tandis que la construction et l'agriculture sont restées atones.



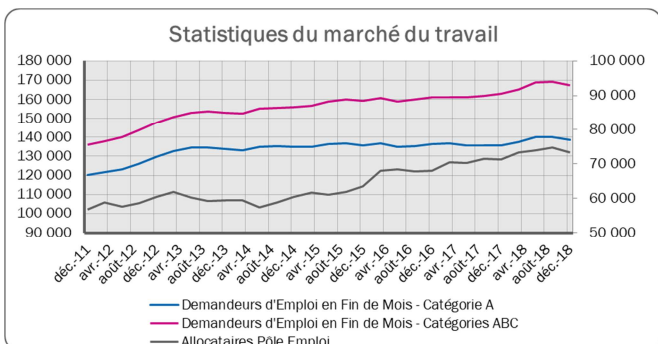
Source : INSEE

En complément aux contrats conventionnels, le recours à la main d'œuvre temporaire a également marqué un fort repli. Au quatrième trimestre, 3 800 contrats ont été signés, en baisse de -13% par rapport au trimestre précédent et de -2% sur une année. Directement confronté à la crise des Gilets Jaunes, le secteur intérimaire a endossé son rôle d'ajustement dans un contexte d'activité économique défailante.



Source : Dares

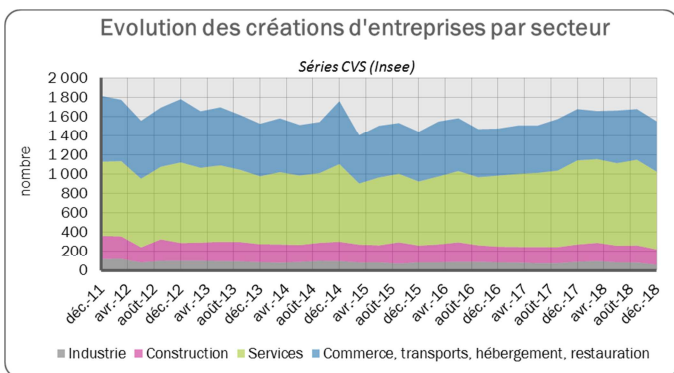
Par ailleurs, ces éléments ne transcrivent pas les mesures spécifiques prises par les entreprises telles que les mises en congé forcé, le recours à l'activité partielle voire les licenciements (cf. enquête IEDOM).



Sources : DIECCTE, Pôle Emploi

Concomitamment à la réduction du nombre de salariés dans le secteur non marchands, Pôle Emploi constatait pourtant une légère baisse des demandeurs d'emplois par rapport au trimestre précédent. L'agence recensait près de 167 530 inscrits en catégorie A-B-C et 138 810 en catégorie A ; en augmentation malgré tout de 2,9% en rythme annuel pour les premiers et de 2,2% pour les seconds.

● L'entrepreneuriat en proie au doute



Source : INSEE

Au dernier trimestre 2018, avec 1 560 entreprises créées, l'entrepreneuriat accuse une baisse de -8% par rapport au trimestre précédent. Ce recul est imputable à l'ensemble des secteurs, dont plus particulièrement l'industrie, la construction et les services.

En cumul annuel, le solde reste cependant positif : au total, 6 650 entreprises supplémentaires ont été créées, soit 4,5% de plus qu'en 2017.

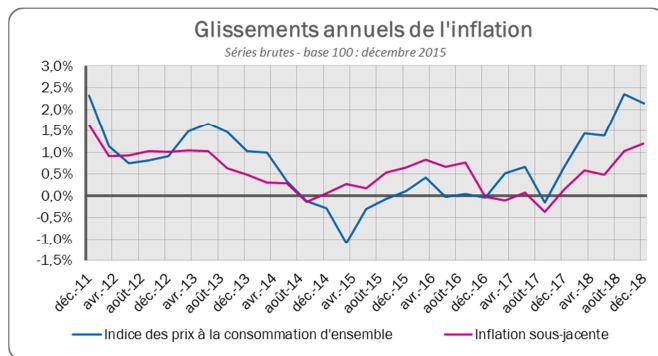
Ce sont les secteurs des services et de la construction qui tirent les créations vers le haut avec des évolutions annuelles respectives de 7% et de 3%.

● L'inflation sape le pouvoir d'achat des ménages

Après l'accélération en début d'année, l'indice général des prix hors tabac est resté élevé, à un taux annuel de 1,9% au quatrième trimestre 2018, tranchant avec l'anémie qui sévissait depuis l'année 2012.

Au cours de la période observée, les blocages d'approvisionnement ont surenchéri les prix des produits alimentaires frais de 9%. Les produits pétroliers, dont la baisse des tarifs en décembre n'a pas compensé les hausses précédentes, ont terminé en augmentation de 8,8%.

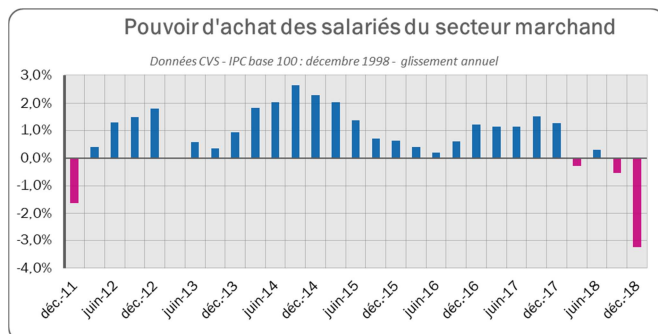
L'inflation sous-jacente qui exprime la tendance de fond (hors énergie et alimentation) confirme la recrudescence des prix sur le territoire depuis le début de l'année, à un taux record de 1,2% depuis 7 ans.



Source : INSEE - calculs Nexa

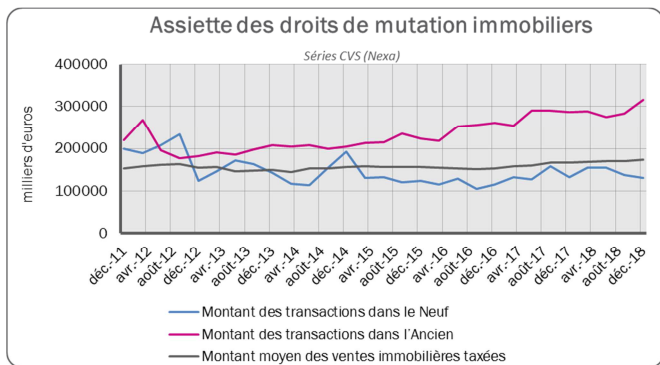
Dans le secteur marchand, une diminution du salaire moyen par tête concomitante à l'élévation des prix a provoqué un effondrement subi du pouvoir d'achat théorique à -3,2%. Une situation jamais observée depuis le début de la série remontant à l'année 2000.

Cette analyse ne tient pas compte des salaires des secteurs non marchands et des minima sociaux qui sont relativement stables et de fait soumis à érosion face à l'inflation.



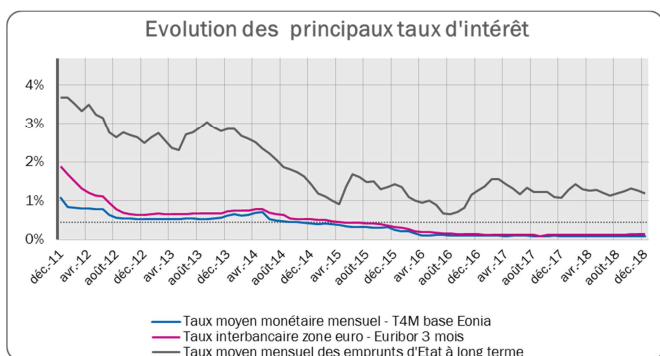
Sources : ACOSS, INSEE - calculs Nexa

Dans le secteur immobilier, le montant des transactions a augmenté de 4,4% par rapport au dernier trimestre 2017 à 174 000 € en moyenne. Les disparités se creusent sur le marché puisque les prix dans l'ancien ont bondi de 11%, alors qu'ils se stabilisaient à -0,7% dans le neuf.



Source : CGEDD/MEDOC

Les entreprises maintiennent leurs investissements productifs



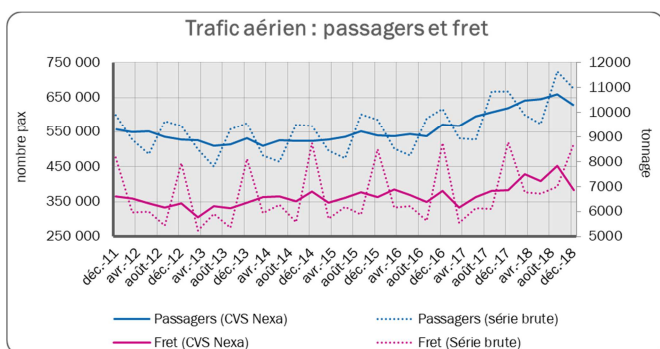
Source : IEDOM

Les encours sains des entreprises à La Réunion ont atteint 9 376 M€ à fin décembre 2018, en hausse annuelle de 3,2%. Alors que la croissance des crédits d'investissement a ralenti à 2,1% pour 4 118 M€, la progression des crédits immobiliers reste ferme, à 5,4% pour 4 266 M€.

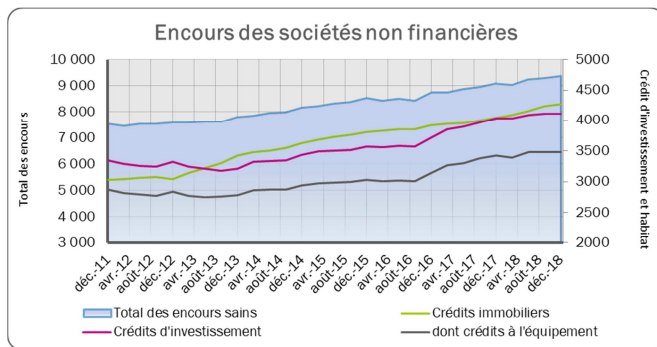
Les tendances sectorielles

Les indicateurs sectorisés proposent une observation plus détaillée de la conjoncture économique et permettent de percevoir des évolutions contrastées dans un ensemble macro-économique tendu.

Les transports affectés par le blocage social

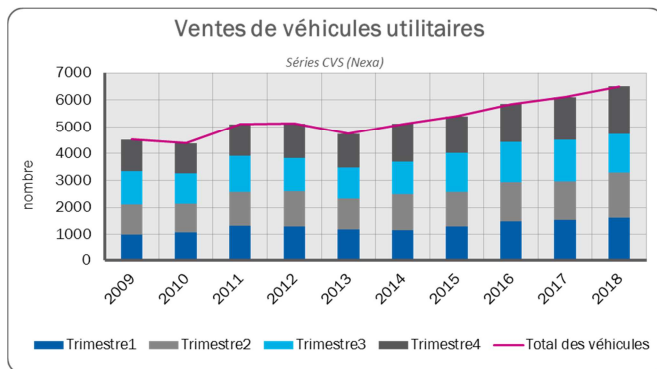


Sources : Aéroports Pierrefonds et Roland Garros



Source : IEDOM

Sous l'effet d'un rattrapage après un troisième trimestre en retrait, les ventes de véhicules utilitaires ont atteint un niveau record au dernier trimestre avec 1 780 unités vendues. Sur l'année, la progression de 6,5% est exceptionnelle avec un total de 6 500 véhicules. Ce résultat provient essentiellement d'un agrandissement de la flotte de véhicules légers à usages professionnels, +7,9% en un an.



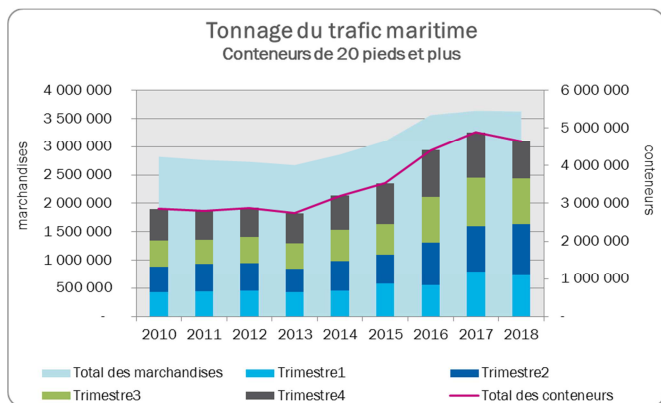
Source : FCA - Soes RSVERO depuis 2012

Attendu comme un record, le **trafic passager aéroportuaire** au quatrième trimestre 2018 a marqué un net recul par rapport au trimestre précédent, avec 626 179 personnes comptabilisées aux aéroports. La crise des « gilets jaunes » bloquant les accès de Roland-Garros a découragé les vellétés des voyageurs vers notre île.

Au total sur l'année, les aéroports réunionnais ont pu compter sur les 10 premiers mois pour enregistrer un record d'affluence de 2 571 960 passagers, en forte augmentation de 7,6% par rapport à 2017.

Parmi les opérateurs, Air Austral parvient à maintenir sa prédominance globale avec 1 114 000 PAX toutes destinations confondues. La compagnie régionale est toutefois talonnée par Air France sur la liaison France-Réunion. Du côté des challengers, French Bee a réussi à s'imposer : à 279 000 PAX en une année, elle fait presque jeu égal avec Corsair qui obtient 306 000 PAX.

Au niveau du **trafic de marchandises**, Port Réunion a comptabilisé 1,361 millions de tonnes de marchandises au dernier trimestre et 5,441 millions de tonnes pour l'année entière, à un niveau légèrement inférieur à celui de l'année précédente. L'opérateur a réussi à maintenir son activité au niveau de l'année 2017 grâce à l'importation de conteneurs pleins et du vrac liquide (hydrocarbures) alors que les marchandises conteneurisées sont en net recul.

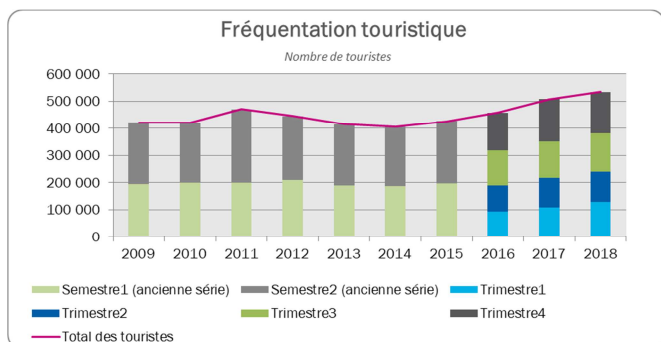


Source : Grand Port Maritime de La Réunion

Suite au blocage de l'accès au Port pendant 15 jours, les infrastructures sont restées closes et les manutentions n'ont pu être réalisées, obligeant les bateaux à être déroutés vers Port Louis à Maurice. Le transbordement en a directement subi les conséquences avec une chute de 32,5% du nombre de conteneurs transbordés par rapport au dernier trimestre 2017. En cumul annuel, cette activité affiche une baisse de -5,7% par rapport à l'année précédente.

Le tourisme freiné dans son élan

Alors que le volcan constituait l'attraction majeure depuis la mi-septembre, le secteur touristique a subi de plein fouet la paralysie consécutive au mouvement « gilets jaunes » pendant plus de 2 semaines. Avec 151 590 touristes extérieurs accueillis au dernier trimestre, la fréquentation est en baisse de -2,4% par rapport celle constatée un an auparavant. Leur nombre reste toutefois supérieur à celui du trimestre précédent.



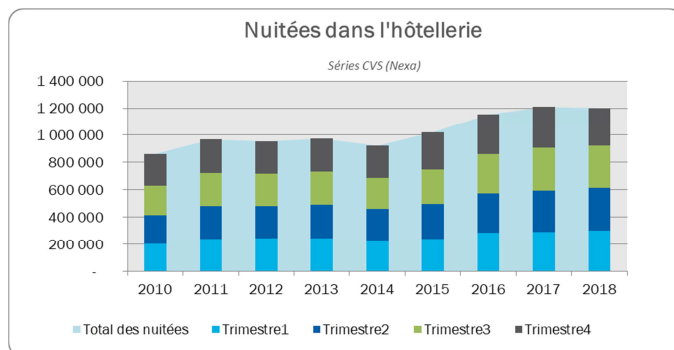
Source : INSEE, IRT/MTA

Sur l'année, le tourisme reste bénéficiaire, affichant une progression de 5,3% par rapport à l'année précédente, avec 534 630 touristes extérieurs. Ces derniers ont davantage dépensé puisque les recettes générées gagnent 21,5% en un an à 432,4 M€.

Les hôteliers pâtissent également de la crise sociale : avec moins de 1 200 000 nuitées, la **fréquentation hôtelière** s'est effritée de 0,5% sur l'année. Seuls les hôtels de l'ouest ont résisté à la sinistralité avec une fréquentation en hausse de 4%.

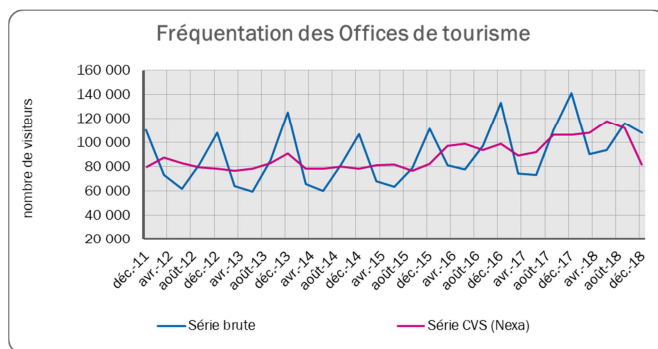
Le dernier trimestre habituellement le plus important pour les professionnels du tourisme a été affecté par une série de désistement en raison de la mobilisation des « gilets jaunes ».

Le **taux d'occupation** a toutefois progressé de 2 points à 67%, notamment sous l'effet d'une diminution plus importante de l'offre de chambre (-4%) que du nombre de chambres occupées (-1%).



Source : INSEE - enquête de fréquentation touristique

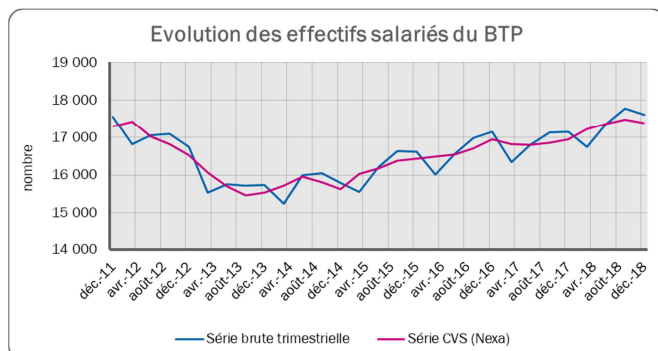
Enfin, les **offices de tourisme intercommunaux** sont les plus durement touchés, avec une chute de fréquentation de -24% au dernier trimestre.



Source : FRT

Le BTP s'inquiète pour son avenir

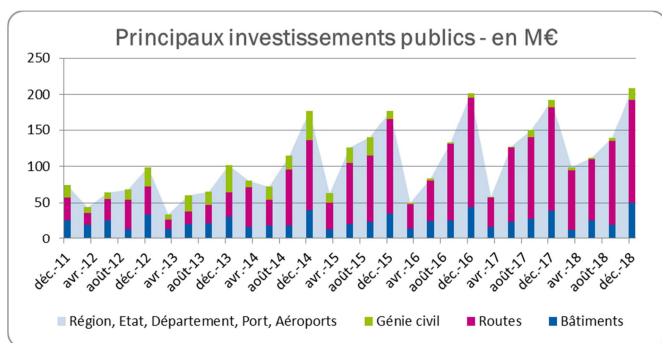
Au dernier trimestre, le nombre de salariés était en baisse, de -1% par rapport au trimestre précédent. Toutefois, à 17 605 salariés, le secteur affichait un meilleur niveau que celui de l'année précédente.



Source : CCP BTP

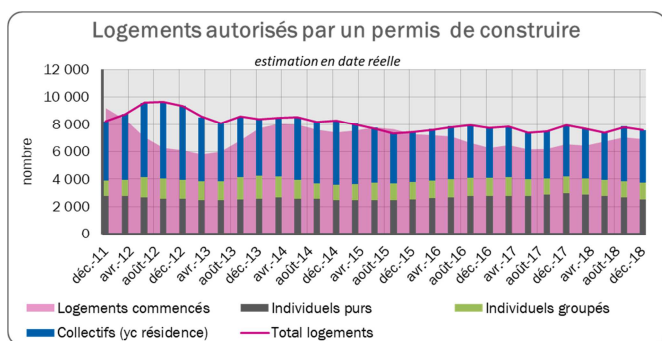
Comme le tourisme, le secteur de la construction a été fortement impacté par les blocages aux différents axes routiers de l'île. Les salariés empêchés de se déplacer et les matériaux ne pouvant être transportés, la quasi-totalité des chantiers a été mis à l'arrêt pendant la durée du blocus.

Dans les marchés publics, le dernier trimestre 2018 est exceptionnel en termes de mandatement, notamment pour les routes, avec 142 M€ de crédits de paiement, dont 91,3 M€ pour la nouvelle route du littoral.



Source : CERBTP

Sur le segment du logement, le sujet d'inquiétude récurrent concerne le logement social. À La Réunion, les objectifs sont loin d'être atteints en termes de livraison. Les professionnels revendiquent 3 000 logements sociaux à mettre en chantier chaque année et souhaitent des mesures concrètes d'incitation.



Source : CGEDD - SOeS/Sit@del2

Après les événements marquant des gilets jaunes, les professionnels ont souhaité obtenir un moratoire sur les modalités de paiement des charges sociales.

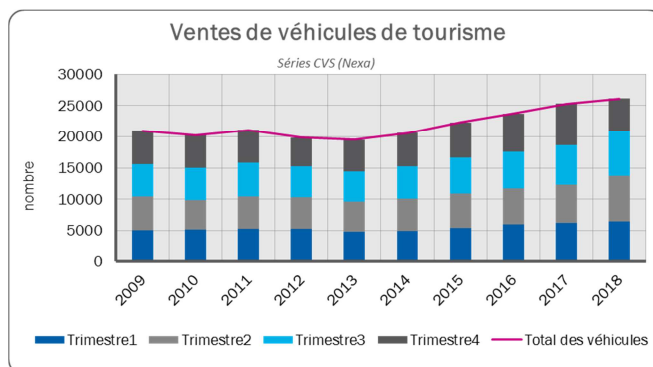
Au-delà des coûts, les professionnels réclament que les normes de construction soient adaptées aux conditions climatiques ultra-marines.

Les commerces directement visés par les « gilets jaunes »

Directement visés par les blocages des « gilets jaunes » les grandes surfaces et les centre-villes ont dû fermer leurs portes par mesure de sécurité. Par ailleurs, l'arrêt des activités portuaires a provoqué une rupture d'approvisionnement des magasins et le report de certaines marchandises à l'approche des fêtes.

L'indice PanelDom® des ventes de produits de grande consommation réalisé par IPSOS affiche un recul inhabituel à cette période, de -1,9 points par rapport au niveau du dernier trimestre 2017.

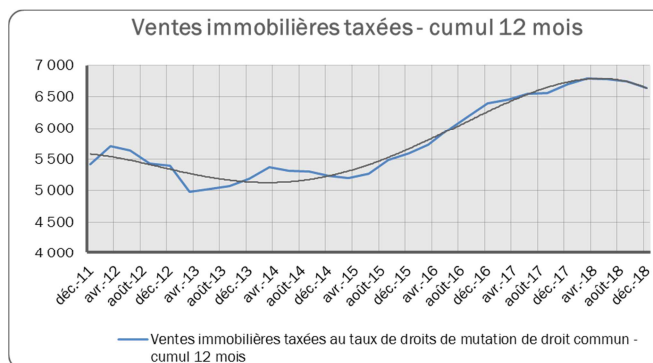
Les concessionnaires ont également subi un fort préjudice, avec un effondrement des ventes au dernier trimestre de -20,6% versus le troisième trimestre. Au total, les bons résultats des périodes précédentes ont permis de sauver l'année, en hausse de 3,3% par rapport à 2017 avec un record de 26 160 ventes.



Source : SICR - Fichier central des automobiles

Fléchissement des transactions immobilières

Au dernier trimestre, le marché immobilier se tasse, avec 6 645 transactions recensées, en diminution de -1,6% par rapport au trimestre précédent et de -0,8 par rapport à fin 2017.



Source : CGEDD-MEDOC

Investissements dans la filière numérique

Sur le marché de la téléphonie mobile, le parc total subit une légère érosion de 0,1% sur l'année, avec 874 000 unités recensées. Le marché se distingue entre notamment les cartes post-payés, soient 736 000 unités, qui augmentent de 6,3% en rythme annuel (soutenu par des abonnements affichant des tarifs de plus en plus attractifs), et les carte prépayées, 138 000 unités, qui déclinent de trimestre en trimestre. Sur cet ensemble, les cartes réellement actives continuent leur progression à 1,5% avec 857 000 unités.

En termes d'infrastructures haut et très haut débit, les principaux opérateurs Orange, SFR et Zeop ont maintenu leurs efforts puisque le nombre de locaux raccordables a encore augmenté de 68% en glissement annuel, avec un taux de couverture globale porté à 88,6%.

Les événements marquants récents

Octobre

◆ Innovation

Durant une semaine, l'Agence Film Réunion et Nexa ont accueilli 16 invités internationaux, producteurs et réalisateurs dans le cadre de l'Eductour **La Réunion des Cinémas** afin de promouvoir notre territoire et le secteur de l'audiovisuel. Depuis 2011, le label « La Réunion, Terre d'Images, Terre de Tournages » a rendu possible la réalisation de plus de 80 projets cinématographiques et audiovisuels.

◆ Commande publique

Une délégation réunionnaise CINOR/CPME est intervenue à l'Assemblée Nationale, lors de la Commission développement économique de France Urbaine afin de proposer la **Stratégie du Bon Achat** (SBA). Trois territoires métropolitains ont fait part de leur intention de dupliquer l'expérience réunionnaise dans le cadre de l'accès des PME aux marchés publics.

◆ Tourisme

Mme Sherin FRANCIS, directrice de l'**Office du Tourisme seychellois**, était en visite à La Réunion pour réaffirmer son engagement auprès des agences locales et dynamiser les liens existants avec ses homologues réunionnais : Ile de La Réunion Tourisme, la Fédération Réunionnaise du Tourisme et les Iles Vanilles.

◆ Emploi

Le Département et Pôle Emploi ont signé une **convention de coopération bilatérale 2018-2021** visant une approche globale de l'accompagnement des demandeurs d'emploi pour développer et accélérer l'accès ou le retour à l'emploi des demandeurs, confrontés à des difficultés à la fois d'ordre social et professionnel, qu'ils soient allocataires ou non du RSA

La Sodiac et Pôle Emploi signent une **convention de partenariat** visant à articuler leurs offres de service respectives. Ce rapprochement ambitionne de proposer un parcours adapté et personnalisé, aux demandeurs d'emploi, dans le cadre de la mise en œuvre de la clause d'insertion des marchés publics, avec des formations à la clé.

Novembre

◆ Emploi - formation

Après Mayotte, La Réunion a reçu la **visite de la ministre du travail**, Mme Murielle PENICAUD, venue rencontrer les acteurs régionaux de l'emploi, de la formation professionnelle, de l'insertion et de l'apprentissage. Lors de son passage, elle a évoqué le maintien de 11 000 contrats aidés, dénommés « Parcours emplois compétences », dont le dispositif sera pleinement opérationnel pour 2019.

◆ Economique et social

Face au blocage conflictuel et explosif des Gilets Jaunes à La Réunion, Annick GIRARDIN, la ministre des Outremer a dû intervenir afin d'apaiser le mouvement par une série d'**annonces censées améliorer la situation économique, l'emploi et le logement**.

Elle a notamment rappelé la réforme de l'Outremer, qui prévoit 2,6 milliards d'euros pour les économies insulaires et 1,9 milliards d'euros consacrés à l'emploi. Parmi l'ensemble des propositions avancées, ont été énumérés la mise en œuvre d'un plan pauvreté, un « compteur emploi », des enveloppes financières pour les associations et les appels à projets, le doublement des micro-crédits, un site internet transparence, l'ouverture de l'Observatoire des prix à un panel de 50 réunionnais...

Le président de Région, Didier ROBERT, a également présenté des évolutions politiques et sociales, à travers notamment le principe « **un homme, un mandat, une fonction** », la création d'un « **conseil consultatif citoyen** », une « **charte de la transparence et de l'efficacité de l'action publique** ». Il a enfin évoqué des mesures relatives à la formation des prix telles que la prise en charge des surcoûts du fret pour les marchandises en la métropole et La Réunion, et l'ouverture d'un débat sur la réforme de l'octroi de mer.

Décembre

◆ Economique et social

M. Francis Amand a été nommé au titre de **délégué à la concurrence en outremer**, avec une compétence interministérielle au niveau national, en lien avec les Directions des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIECCTE) des 5 départements ultramarins. Sa mission principale consiste à renforcer la **transparence des prix en outremer** par la lutte contre les pratiques commerciales déloyales ainsi que les ententes et les abus de position dominante.

◆ Innovation

Le Crédit Agricole de La Réunion, le Village by CA et l'Université ont signé un **partenariat portant sur l'enseignement et l'insertion professionnelle** de la jeunesse réunionnaise. Cette collaboration vise à favoriser la formation et l'insertion professionnelle, mais aussi à promouvoir l'innovation, la créativité et l'esprit d'entreprise auprès des étudiants.

◆ Tourisme

L'Ile de la Réunion Tourisme (IRT) a délivré le label **Qualité Tourisme Ile de La Réunion** à dix-sept professionnels du tourisme. Dans le même temps, dix-huit prestataires ont reçu eux, la marque nationale Qualité Tourisme.

L'Observatoire Régional de l'Economie

L'Observatoire Régional de l'Economie met en œuvre un dispositif de suivi et d'anticipation quant à l'évolution des différents secteurs économiques de l'île de la Réunion. Les activités de l'observatoire permettent aux décideurs, aux institutionnels et au grand public d'obtenir des informations actualisées, de repérer les opportunités de développement et de favoriser une vision à long terme, relatives à l'économie réunionnaise intégrant ses dimensions sociétales et environnementales.

Les actions de l'observatoire s'organisent autour de quatre priorités :

- Collecter, agréger et produire des données stratégiques territoriales
- Analyser les dynamiques économiques et conjoncturelles
- Suivre et évaluer les politiques territoriales (programmes et plans d'aides)
- Intervenir en appui aux missions transversales (innovation, attractivité,...)

Pour en savoir plus : www.nexa.re/observer-la-reunion

Les indicateurs conjoncturels et le baromètre des dirigeants sont accessibles en ligne.

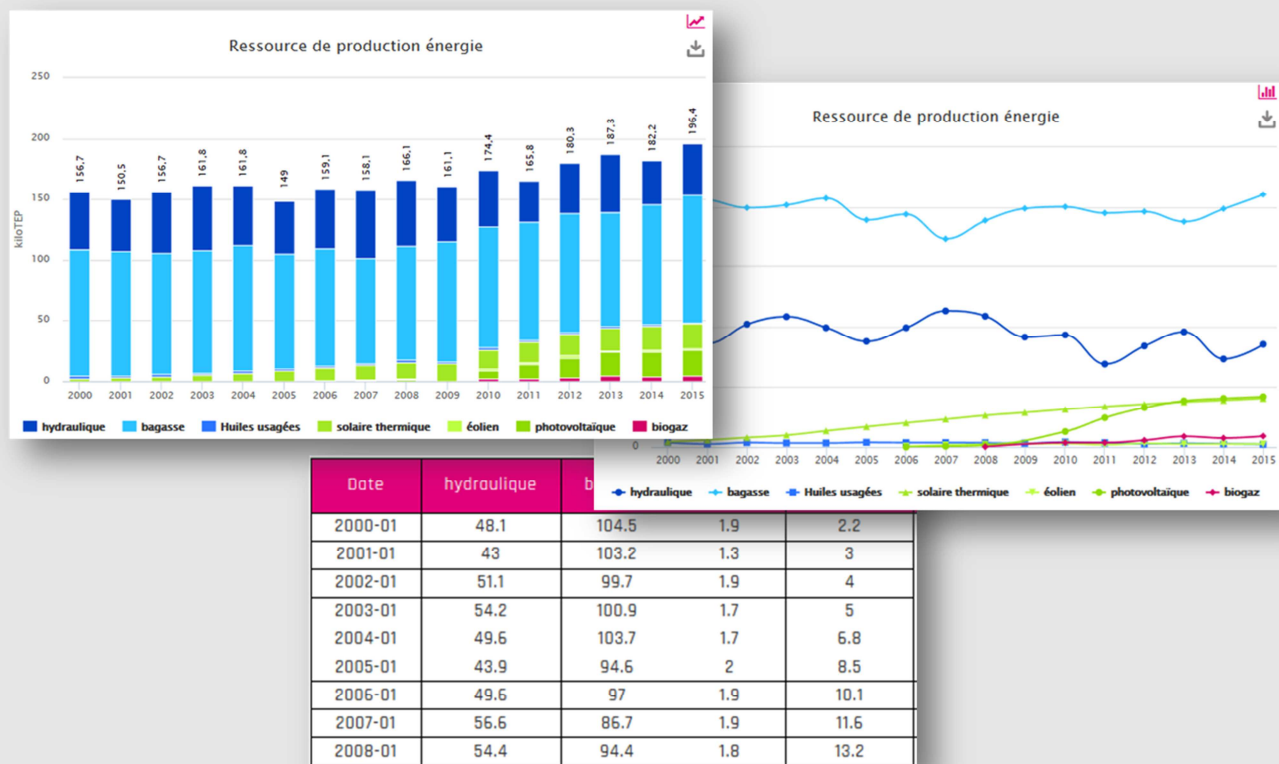
Nexstat - Open Data La Réunion

nexstat
OPEN DATA LA RÉUNION

A travers sa mission d'observatoire de l'économie régional, NEXA organise le recensement, la collecte, le traitement et la centralisation de données socio-économiques récoltées auprès de différents organismes producteurs statistiques.

Dans une optique de centralisation des informations, afin de réduire le fractionnement des données et permettre une accessibilité facilitée, NEXA souhaite mettre à disposition d'utilisateurs potentiels un portail de données ouvertes (Open Data).

L'intérêt est de fournir à un large public, des données libres de droits pouvant être extraites et réutilisées à des fins d'information, de recherche ou de support de développement d'activité.



Pour en savoir plus : <http://www.nexstat.re>